



ATD Quart Monde Wallonie – Bruxelles a.s.b.l.

***Illettrisme, alphabétisation
et place dans la communauté humaine.
Que voulons-nous ?***

Monique COUILLARD-DE SMEDT

Collection « Connaissance et engagement »

Cette publication relève de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur.

Cette loi précise entre autres que l'auteur "*dispose du droit au respect de son oeuvre lui permettant de s'opposer à toute modification de celle-ci*" et qu'il a "*le droit de s'opposer à toute déformation, mutilation ou autre modification de cette oeuvre ou à toute autre atteinte à la même oeuvre, préjudiciables à son honneur ou à sa réputation.*"

Elle rappelle que, sauf accord explicite de l'auteur, sont seules autorisées les courtes citations "*effectuées dans un but de critique, de polémique, de revue, d'enseignement, ou dans des travaux scientifiques, conformément aux usages honnêtes de la profession et dans la mesure justifiée par le but poursuivi (...).*"
Les citations visées devront faire mention de la source et du nom de l'auteur."



Publication réalisée avec le soutien du Ministère de la Communauté française, [Direction générale de la Culture](#) - Service général de la Jeunesse et de l'Education permanente- [Service de l'Education permanente](#)

Ce document s'adresse au monde associatif, aux citoyens, aux professionnels, à tous ceux qui s'engagent pour le respect de la dignité de chacun et agissent pour que les droits fondamentaux soient effectivement assurés à tous.

Ce document forme un tout dont chaque élément doit être situé dans son contexte.

Ancrée dans la vie, la connaissance bâtie sur l'engagement et l'action est en construction permanente.

Le travail présenté a pour premier objectif d'alimenter et de soutenir les engagements des uns et des autres, pour faire progresser les droits de l'homme et la lutte contre la misère et l'exclusion.

Nous avons fait le choix de diffuser largement ce travail non seulement pour faire connaître l'expérience et la pensée des personnes très pauvres (et de ceux qui s'engagent à leurs côtés) mais aussi pour qu'il soutienne et inspire d'autres démarches de connaissance qui renforcent les projets et les combats menés avec eux et à partir d'eux.

Nous vous proposons de découvrir dans notre collection "**Documents de référence**" quelques textes qui situent clairement les enjeux de telles démarches et leurs exigences pour qu'elles servent réellement les plus pauvres et contribuent effectivement à lutter contre la misère et l'exclusion.

La collection "**Connaissance et engagement**" publie des travaux réalisés par des personnes engagées dans la durée aux côtés des personnes et familles très pauvres.

La collection "**Croisement des savoirs et des pratiques**" publie des travaux construits collectivement à partir d'échanges entre des personnes ayant l'expérience vécue de la pauvreté et de l'exclusion sociale, et des personnes d'autres milieux, en mettant en oeuvre les conditions d'un réel croisement tel que décrit dans la « Charte du croisement des savoirs et des pratiques avec des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale »

La collection "**Nous d'un peuple**" publie des interventions construites collectivement par des personnes ayant l'expérience vécue de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Elles ont été conçues pour engager un échange entre personnes de différents milieux, mais toujours avec des personnes en situation de pauvreté.

La collection "**Regards croisés**" confronte les points de vue de différents acteurs sur une même question, y compris celui de personnes vivant la pauvreté

Sommaire

Illettrisme, alphabétisation et place dans la communauté humaine. Que voulons-nous ?.....	5
Grande pauvreté, exclusion et illettrisme.....	5
Partir des plus pauvres.....	5
Remettre l'humain au centre.....	6
Co-chercheurs.....	6
Une condition fondamentale : permettre le développement d'une pensée collective.....	7
Conclusion.....	8

Illettrisme, alphabétisation et place dans la communauté humaine. Que voulons-nous ?

La question posée lors du colloque organisé par Lire et Ecrire en septembre 2008 était celle-ci : « Notre société a-t-elle besoin d'une population illettrée ? » Pour ma part, je formulerais plutôt la question de la manière suivante : « Notre société a-t-elle besoin de la population illettrée ? » A cette question, je réponds : « Oui, absolument ». Nous avons besoin des personnes qui sont en situation d'illettrisme aujourd'hui pour qu'elles nous guident, pour apprendre d'elles et chercher avec elles comment gagner le droit à l'instruction pour tous.

Cet apprentissage, cette recherche, il est essentiel de les mener à partir des plus pauvres, des plus exclus, de ceux qu'aujourd'hui encore, nos actions ont le plus de mal à atteindre.

Grande pauvreté, exclusion et illettrisme

Même si, de tous temps, se retrouvent, parmi les populations pauvres, les plus faibles de groupes fragilisés, comme par exemple les étrangers sans papiers ou les chômeurs de longue durée, partir des plus pauvres nous mène forcément à ceux qui vivent la pauvreté et l'exclusion sociale depuis des générations. Ils nous apportent un éclairage unique sur les fondements de l'exclusion.

Ils mettent en question une analyse qui situe les causes de la pauvreté dans des carences ou des erreurs individuelles. Ainsi, lorsque nous constatons que, dans les familles que nous rencontrons, l'écrasante majorité des adultes n'a pu atteindre au mieux qu'un niveau de deuxième ou de troisième primaire et que plus de 30% des enfants sont orientés en enseignement spécialisé, il n'est plus possible d'affirmer qu'il s'agit d'un problème de handicap mental comme cela survient malheureusement dans tous les milieux sociaux.

Travailler au niveau de l'histoire de familles très pauvres sur plusieurs générations, c'est aller plus loin même qu'une analyse systémique au niveau de la famille, c'est resituer les plus pauvres dans l'Histoire avec un grand H, leur rendre cette histoire et, par là, leur (re)donner une identité. Car ce travail met en évidence un *peuple du courage*, un *peuple de la résistance*, dont les efforts incessants ne sont quasi jamais reconnus mais qui s'acharne, envers et contre tout, non seulement à survivre, mais surtout à donner un avenir à ses enfants.

Notre société, elle aussi, affirme vouloir donner un avenir à tous. Mais, ignorant les projets et les efforts des familles pauvres et exclues, elle agit la plupart du temps à contresens avec pour résultat de condamner leurs enfants à la privation de droits essentiels, comme le droit à l'instruction, qui sont en théorie des droits pour tous.

Partir des plus pauvres

Partir des plus exclus, ce n'est pas stigmatiser un groupe précis. C'est une dynamique qui vise à aller toujours plus loin et à ne laisser personne derrière. Et c'est une recherche toujours à recommencer car ceux que nous avons pris hier comme points de repère, comme référence – parce que nos actions portent quand même des fruits ! – ne seront pas, nous l'espérons, les plus pauvres de demain.

Partir des plus pauvres, ce n'est pas mener une recherche sur la situation socio-économique de ces populations majoritairement illettrées, mais aller à la rencontre de ces personnes.

Pourquoi partir d'elles ? Pour être sûr d'aller au plus profond, tant au niveau des causes que des moyens à mettre en œuvre. Qui mieux que ceux qui, depuis des générations, ont été exclus de l'école, du droit à l'instruction, saurait et les réalités de cette situation et toutes ses conséquences ? Ceux qui ont vécu cette souffrance de l'exclusion sont porteurs d'une connaissance unique, 'de l'intérieur', des mécanismes qui la provoquent. Ils ont développé au fond d'eux-mêmes une

réflexion sur ‘ce qui devrait être’ pour que chacun puisse apprendre et développer tous ses potentiels.

En nous faisant dépasser une vision de la pauvreté et de l’exclusion sociale comme somme de problèmes individuels et/ou familiaux, les très pauvres nous interpellent sur ce qu’est notre projet de société et sur la manière dont il se concrétise.

Dès lors, se poser la question de savoir si notre société a besoin d’une population illettrée nous mène à une autre question qui est double : quelle société voulons-nous ? quelle place y ferons-nous aux plus pauvres et aux plus exclus ?

Remettre l’humain au centre

Si nous sommes nombreux à penser que la lutte contre l’illettrisme relève de choix politiques, au sens le plus fort et le plus noble du terme, encore faut-il être vigilant aux mots que nous utilisons car les choses ne sont pas nécessairement simples et dépourvues d’ambiguïtés. Encore faut-il aussi savoir quels sont nos choix. Il est en effet des manières de lutter contre l’illettrisme qui ne sont que maintien, voire renforcement des injustices et des inégalités. Lorsque nous lions ‘alphabétisation’ et ‘intégration professionnelle et sociale’, ne risquons-nous pas d’être dans une logique utilitaire ? Bien sûr, ceux qui sont durablement privés de travail sont les premiers à mettre en évidence que l’emploi – l’emploi décent – est un droit fondamental qui permet de vivre et de faire vivre sa famille dans la dignité, de pouvoir être fier et de se sentir utile à la communauté. Mais ne risquons-nous pas de limiter notre visée à rendre les gens ‘employables’, donc plus utilisables, plus efficaces... Au profit de quoi ? de qui ?

Dans une telle logique, les personnes sont réduites à une réserve de main-d’œuvre et les plus faibles n’y ont pas de place, eux dont la formation est jugée trop coûteuse ou impossible. Ou alors, ils y ont une place d’épouvantail, destinés à faire peur : « *Voici ce que vous risquez de devenir* ». Et donc à faire taire ceux qui manifesteraient des tendances à la révolte.

Les très pauvres nous interrogent sur notre vision de l’être humain. Bien peu, aujourd’hui dans ce pays, remettent en cause le postulat selon lequel tous les hommes naissent égaux en dignité et en droits. Mais si nous ne nous mobilisons pas tous, massivement, fortement, pour que toute personne – enfant ou adulte – puisse apprendre, n’est-ce pas parce que, au fond, nous ne reconnaissons pas certains comme appartenant à notre commune humanité ? comme étant des êtres humains à part entière comme les autres ? « *Partout dans le monde, on se permet n’importe quoi avec nous parce qu’on nous considère comme moins que les autres* », analysait quelqu’un qui se préparait à participer à un rassemblement de personnes vivant la grande pauvreté, venues des quatre continents. Dès lors, vouloir que toute personne sans exception puisse acquérir les outils de base nécessaires pour assumer ses responsabilités familiales, sociales, économiques et pour développer tous ses talents devient un projet politique ambitieux qui met l’être humain au centre et considère les plus pauvres, les plus exclus, comme des acteurs essentiels pour progresser ensemble en humanité et en démocratie.

Co-chercheurs

Si nous sommes porteurs de cette ambition, nous avons en effet besoin des personnes illettrées, nous avons besoin de leur expérience de vie, de leurs savoirs, de leurs compétences.

Mais ne soyons pas naïfs. Justement parce qu’elles ont été privées des moyens nécessaires, leur pensée n’a pu se construire ni devenir aisément communicable. C’est, le plus souvent, une pensée bouillonnante qui nous est peu accessible. Par conséquent, un des enjeux majeurs de

l'alphabétisation est bien de permettre à tous et à chacun d'acquérir ces outils de structuration et de communication.

Nous avons aussi à relever d'autres défis.

Nous avons besoin de l'expérience des personnes pauvres et exclues. Mais nous ne sommes pas à égalité. Ne fût-ce que parce que nous avons acquis de l'instruction, que nous bénéficions au moins d'une certaine reconnaissance dans la société, nous sommes en situation de pouvoir par rapport à elles.

D'une part, il nous faut être conscients que cette position limite la liberté d'expression de l'autre. N'aura-t-il pas tendance à dire – voire même besoin de dire – non ce qu'il pense vraiment mais ce que nous attendons qu'il dise, afin de se concilier nos bonnes grâces ? Ou, au contraire, de dire le contraire pour affirmer sa volonté d'autonomie avec les moyens qui lui restent ? Nous avons donc à travailler sans répit pour renforcer la liberté des personnes pauvres et exclues, non seulement par rapport aux autres, mais aussi par rapport à nous-mêmes.

D'autre part, même sans le vouloir, nous risquons d'utiliser ce que dit l'autre pour illustrer nos propres analyses, nous risquons de sélectionner et d'organiser ce qu'il exprime en fonction de nos propres projets. C'est pourquoi nous avons à nous investir pour que les personnes très pauvres et exclues puissent travailler sur leurs propres questions, leurs propres priorités et développer leurs propres analyses, en toute autonomie.

Si leur savoir est unique et indispensable, le nôtre n'est pas nul pour autant ! Les chercheurs universitaires ont développé un savoir académique reconnu universellement. Nous aussi, acteurs de terrain, sommes porteurs d'un savoir développé à partir de notre engagement dans l'action, savoir que nous aurions d'ailleurs tout intérêt à construire davantage. Ces différentes formes de savoir sont complémentaires. Pour les rendre pleinement efficaces, elles ont besoin de dialoguer entre elles, de se féconder mutuellement. Ce n'est certainement pas la moindre de nos responsabilités, ni le moindre des défis que de rendre nos propres savoirs accessibles aux personnes illettrées pour qu'elles puissent s'en emparer, s'y appuyer... et éventuellement, les questionner et les interpeller.

Le défi peut donc se résumer en ces mots : développer les moyens et les conditions nécessaires pour devenir, ensemble, co-chercheurs et co-acteurs.

Une condition fondamentale : permettre le développement d'une pensée collective

Parmi ces conditions, il en est une que notre expérience au sein du mouvement ATD Quart Monde a mis particulièrement en évidence : permettre aux personnes vivant la pauvreté, l'exclusion... de se rassembler et de construire une pensée collective.

Non seulement cela renforce leur position, mais surtout, c'est indispensable pour leur permettre de développer leur analyse.

En effet, même si, au fond d'elles-mêmes, ces personnes refusent d'être considérées comme des sous-hommes et d'être jugées coupables de leur situation, elles ont souvent fini par intégrer le regard que les autres posent sur elles. Une personne sans-abri disait un jour : « *Même les rats ont un trou où se réfugier, suis-je moins qu'un rat ?* ». Au départ, lorsque des personnes ayant une vie très difficile sont invitées à s'exprimer, elles mettent généralement en avant des situations personnelles exceptionnelles ou accusent leurs parents, leur milieu... comme si elles éprouvaient le besoin de se justifier. Se retrouver entre pairs, confronter situations et réflexions... est dès lors indispensable pour pouvoir quelque peu soulever la chape de plomb de la honte, oser formuler d'autres questions, d'autres analyses. Comme cette jeune femme qui disait, après deux ans d'échanges avec d'autres : « *Je n'ai pas appris à lire, on m'a dit que j'étais trop bête, que j'étais handicapée, que je n'avais pas la tête pour apprendre. Cela a été la même chose pour mes parents, pour mon frère, pour mes*

sœurs. Les autres que je rencontre, ils sont comme moi, on leur a dit la même chose. Pourtant, je vois bien qu'ils ne sont pas bêtes, ils disent des choses intéressantes. Alors, peut-être que moi non plus, je ne suis pas handicapée ? J'ai été à l'école jusqu'à 21 ans et je n'ai pas appris à lire, ni à écrire. Si je ne suis pas handicapée... alors c'est qu'il y a un problème avec l'école. »

Aux personnes qui travaillent dans l'alphabétisation, je pose la question : les groupes d'alphabétisation sont-ils ou peuvent-ils devenir des lieux où peut émerger et se construire une pensée collective ?

Conclusion

Nous voici donc, avant tout, confrontés directement à la question : quelle société voulons-nous faire advenir ?

Les très pauvres nous proposent un projet ambitieux : « *un monde où chacun puisse mettre le meilleur de lui-même* », selon les mots du fondateur d'ATD Quart Monde, Joseph Wresinski.

Si nous prenons au sérieux les personnes vivant la pauvreté et l'exclusion, si nous leur permettons de développer en toute autonomie leur savoir collectif, si nous devenons co-chercheurs et co-acteurs en croisant nos connaissances, nos réflexions et nos compétences, alors ce projet ne sera pas un rêve mais une utopie qui nous fera avancer.

Nous ne partons pas de rien, les contributions que nous avons entendues au colloque des 5 et 6 septembre en témoignent. **Osons aller plus loin.**

Éditeur responsable :
Régis De Muylder
Av. Victor Jacobs, 12
1040 – Bruxelles

Année 2009